

Le Collectif pour la Confiance appelle à manifester le 24 mars

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 22 mars 2013

Le Collectif pour la Confiance appelle aujourd'hui à manifester le 24 mars pour trois raisons : l'opposition au projet Taubira lui-même, la transgression systématique du gouvernement sur les principes fondateurs du droit, la nécessité de reconstruire la confiance sur l'unité.

Le projet de mariage pour les couples de même sexe emportant le droit à l'adoption, provoquerait un bouleversement du droit de la filiation dont les conséquences ne sont toujours pas envisagées par le législateur [1]. Le vote de cette loi entraînera mécaniquement des effets graves à long terme, autour de la chosification des personnes : PMA remboursée, GPA marchandisant mère et enfant, perte de repères...

Le gouvernement soutient un projet de société qui va au-delà du seul texte de Mme Taubira. Ce projet de société, qui prétend redéfinir la dignité de la personne (euthanasie des plus fragiles), de la vie humaine (recherche sur l'embryon) et de la famille (fondée sur le mariage), conduit le gouvernement à s'afficher de plus en plus comme un maître absolu. Au nom de la seule majorité politique, par définition instable, les principes fondateurs du droit sont balayés, transgressant la loi non écrite qui structure notre civilisation dans les consciences. Or c'est l'unité de nos concitoyens dans le respect objectif de la nature, de l'expérience et de la raison, qui est fondatrice du pacte républicain. En transgressant cet accord implicite, et en lui donnant valeur de loi, la défiance des Français envers le pouvoir politique va s'accroître. Quand l'abus de pouvoir se cache derrière le respect de la démocratie, on nourrit la division dans le pays et la communautarisation de fait de la communauté nationale.

Gouverner c'est affirmer des priorités en vue du bien commun. Sans affirmer que les projets sociétaux du gouvernement aient pour objet de masquer l'aggravation non maîtrisée de la situation économique et sociale, le Collectif pour la Confiance estime qu'ils s'opposent au consensus nécessaire pour restaurer la confiance. Oui, la France a besoin d'un projet de société, mais un projet qui préserve la solidarité nationale au sein d'une mondialisation incontournable.

Le Collectif partage les analyses sur la gravité de la situation qui mettent en lumière le fossé qui se creuse entre la société civile et le monde politique, ainsi que la politique du renoncement, sans hauteur de vue, prisonnière des revendications minoritaires [2].

Le Plan « Réforme juste – Rigueur – Relance » que le président de la République a esquissé à Dijon, peut être crédible s'il est soutenu par une véritable cohésion nationale. Celle-ci commence par l'abandon des démarches qui cassent l'unité du pays.

Mais le temps perdu pour réformer conforte le découragement et le sentiment que le gouvernement n'agit pas. Les réformes sociétales hâtives, prix payé aux minorités qui ont soutenu l'élection de François Hollande, ne suffiront pas pour convaincre la gauche d'opérer un virage fondamental qui la fasse sortir du carcan idéologique dans laquelle elle s'est enfermée, pour retrouver les principes de réalité et de bon sens, sans lesquels nul redressement n'est possible.

Comment procéder ? Pour Jean Peyrelevade, « le plan de redressement qu'il y a à établir pour redresser le pays, sera certainement difficile à appliquer, mais le définir n'est pas très compliqué. Il a deux jours de travail pour fabriquer un vrai plan de redressement qui redonnera à la France en deux ou trois ans, croissance, dynamisme, et espoir ».

Le gouvernement n'a plus le choix. Il est urgent de fonder un nouveau pacte social pour restaurer la confiance dans un avenir ouvert au monde, en abandonnant la haine de l'entreprise, du travail et de l'épargne

qui, avec le choc fiscal, a entraîné la France dans la déflation. Pour sortir de la spirale de baisse de l'activité, de l'investissement et de l'emploi, seule l'union nationale sur les valeurs fondatrices peut changer de politique et demain, refonder un modèle économique d'offre en sauvant ce qui peut l'être d'un modèle de démocratie sociale et responsable.

Le *burn out*, voire le découragement de la société, exige une expression forte et libre pour donner naissance à cette politique nouvelle que les partis n'ont pas su apporter. La manifestation du 24 mars est un appel au rebond politique pour restaurer la confiance.

En s'associant au mouvement citoyen de La Manif Pour Tous du 24 mars, le Collectif pour la Confiance souhaite donner au président de la République un signal fort pour qu'il puisse arbitrer les vraies priorités du pays et refaire ainsi l'union de tous.

C'est un signal de liberté sans idéologie et d'appel à la responsabilité de l'exécutif qui doit être entendu le 24 mars, avenue de la Grande Armée.

François Billot de Lochner,
Porte-parole du Collectif pour la Confiance

Le Collectif pour la Confiance rassemble des dirigeants, associations et cercles de réflexion, voulant restaurer la confiance en apportant une réponse politique réaliste au *burn out* de la société, hors de tout positionnement partisan ou confessionnel.

www.collectifpourlaconfiance.com

[1] Cf. les questions soulevées par le manifeste des 170 juristes adressés au Sénat, qui n'a pas reçu de réponse.